



Déclaration de la CGT Éduc'action au CSE du 15 septembre 2021

Après 18 derniers mois d'une situation sanitaire dégradée, pendant lesquels la CGT Éduc'action n'a eu de cesse de réclamer un plan d'urgence pour l'École, cette rentrée qualifiée de « la plus normale possible » par notre ministre, n'apporte aucune réponse aux inquiétudes des personnels.

Pendant la période estivale a été instaurée la loi « relative à la gestion de la crise sanitaire » qui prévoit l'extension du passe sanitaire et l'obligation vaccinale pour les soignant·es. Aujourd'hui même entre en vigueur une de ses mesures les plus contraignantes qui permet la suspension du contrat de travail et la rémunération des personnels qui ne répondent pas à cette obligation. Cette mesure s'applique également à certains personnels de l'Éducation.

La CGT réaffirme sa position sur la nécessité de la vaccination pour combattre efficacement la pandémie, mais elle s'oppose à son obligation, préférant la voie de la conviction.

Alors que la crise aurait largement justifié l'annulation des suppressions de postes prévues pour juin, et nécessité des recrutements importants pour amoindrir ses conséquences, aucune mesure ministérielle n'a finalement été prise pour améliorer les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels. Aucun plan de titularisation des personnels précaires aucune création de postes supplémentaires pour alléger les effectifs par classe et accompagner les élèves... Rien ou si peu pour entamer cette année avec plus de sérénité.

En grand habitué des médias, le ministre se fait le chantre des arrangements avec la réalité.

Alors que partout des élèves se trouvent sans enseignant·e là, des enseignant·es sont sans élève là encore, révélant brutalement les dysfonctionnements du système à commencer par ceux des services rectoraux pressurés comme jamais et les conséquences de la disparition des CAPA et des GT dans lesquels l'expertise et la connaissance du terrain des élu·es ou mandaté·es permettaient d'aplanir certaines difficultés et bien souvent de faire le lien.

Non ! Du mépris, toujours du mépris augmentant chaque jour l'amertume des personnels qui finissent complètement désabusés par les promesses fracassantes mais toujours vaines de leur ministre.

Les attaques contre l'École et nos métiers n'ont pas connu de trêve estivale.

La mise en œuvre de la loi de transformation de la Fonction publique se poursuit individualisant toujours plus les carrières et les rémunérations. Les inégalités se creusent et la précarisation s'accroît : les rémunérations et les statuts restent indignes notamment pour les plus précaires comme les AESH ou les Aed par exemple. Le recours à l'indemnitaire avec des contreparties remet en cause les statuts et menace l'existence même du service public. La mise en place de hiérarchies intermédiaires et la gestion managériale qui développent la

concurrence entre établissements ou entre collègues font que notre système se teinte chaque jour davantage des couleurs du capitalisme avec pour toile de fond le tri et la sélection qui laissent souvent les plus démunies sur le bord du chemin.

À tous les niveaux, les personnels attendent mieux que les miettes qu'on leur propose à l'issue d'un Grenelle plus que décevant. Je citerai pour exemple, le protocole de la requalification de la filière administrative pour lequel le ministère ne pèse pas ses mots, mais où derrière les grands discours, la montagne accouche d'une souris ! Les mesures qu'il comporte requalification et créations de quelques centaines de postes par an ne permettront jamais de rattraper l'hémorragie des 20 000 postes d'administratifs supprimés depuis 2003. C'est-à-dire 29% des effectifs de la filière administrative qui ont disparu depuis lors ! La CGT Éduc'action refuse d'être associée à un plan qui n'est pas à la hauteur des besoins, ni des attentes des personnels c'est pourquoi elle n'a pas signé ce protocole.

Concernant les réformes : celles du lycée s'achèvent et en particulier celle du lycée général et technologique avec des « ajustements » qui correspondent en réalité à un bouleversement profond des pratiques enseignantes : le passage au contrôle continu sur la seule base du bulletin scolaire pour 40% des coefficients accompagné de la mise en place de projets d'évaluation au sein des établissements ne nous satisfait pas.

À l'évidence cette évaluation permanente ne jouera plus son rôle formatif pour aider les élèves à mesurer leurs progrès et leurs besoins dans une relation pédagogique de confiance mais elle accroît la pression pesant sur les élèves, les familles et les enseignant·es et ajoute à l'« effet de réputation » des établissements dans un contexte de concurrence généralisée.

L'École ne fait plus rêver, ni les élèves ni les personnels : la baisse du recrutement et les démissions se font de plus en plus nombreuses. Côté élèves, 2021 a été marquée par une baisse globale de près de 3 % du nombre de candidat·es aux baccalauréats par rapport à 2020. Côté personnels, le fléchissement des inscrit·es en première année master MEEF fléchit de 6 % quand, dans le même temps, le nombre de démission s'accroît au fil des ans, passant de 399 en 2012-2013 à plus de 1400 en 2017-2018, et combien cette année ?

Tout cela témoigne de l'état de notre système d'Éducation gravement malade d'un empilement de mesures de démantèlement dont la brutalité s'est encore accentuée sous le dernier quinquennat.

Il est plus qu'urgent d'obtenir enfin un véritable plan d'urgence avec des Écoles et des Établissements à taille humaine, correctement équipés, des classes à effectifs limités, la création de postes, la titularisation et un véritable statut pour toutes et tous avec des moyens pour couvrir les besoins, une éducation prioritaire de la maternelle au Bac donnant plus à celles et ceux qui ont le moins. La liste n'est pas exhaustive...

C'est parce que nous avons d'autres ambitions pour le système éducatif, les élèves et les personnels qui le font vivre, que nous appelons à une mobilisation massive pour exiger une autre politique, le 23 septembre dans toute l'Éducation. Et parce que nous considérons qu'à l'heure où la situation sociale appelle des mesures fortes visant notamment au renforcement de notre modèle social, nous ne pouvons accepter toutes les régressions que nous impose le gouvernement, nous appelons également le 5 octobre l'ensemble des professions à montrer leur détermination pour imposer d'autres choix !